



OBJECTIF AFRIQUE

LETTRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE

N° 10 – 20 NOVEMBRE 2015

SOMMAIRE

- ▼ ACTUALITE REGIONALE
- ▼ CONJONCTURE
- ▼ ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES
- ▼ PROJETS ET FINANCEMENTS
- ▼ SECTEURS D'ACTIVITES
 - AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE
 - ENERGIE ET MATIERES PREMIERES
 - INDUSTRIE
 - SERVICES
- ▼ ENTREPRISES
- ▼ CARNET ET AGENDA
 - AGENDA
 - VISITES BILATERALES

LE FRANÇAIS
NECOTRANS
RACHETE
MINING
COMPANY
KATANGA EN
RDC

L'AFRIQUE DU
SUD, 6EME
EXPORTATEUR
MONDIAL DE VINS

LA SOCIETE
GENERALE ELUE
MEILLEURE
BANQUE DE COTE
D'IVOIRE

INAUGURATION DU
BRT DE LAGOS

LE TCHAD REJOINT
L'AFREXIMBANK

DEVELOPPEMENT
DES INCUBATEURS
DE START-UPS AU
KENYA

LE FONDS
D'INVESTISSEMENT
POUR LE CLIMAT
FINANCE LES
ENERGIES
RENOUVELABLES EN
OUGANDA ET AU
RWANDA

NOUVELLES
RESTRICTIONS
DANS L'ACCES AUX
DEVISES EN
ANGOLA

LEVEE DES
SANCTIONS
ECONOMIQUES US
A L'ENCONTRE DU
LIBERIA



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
ET DU DÉVELOPPEMENT
INTERNATIONAL

MINISTÈRE DES FINANCES
ET DES COMPTES PUBLICS
MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
DE L'INDUSTRIE ET DU NUMÉRIQUE

ACTUALITE REGIONALE

▼ Afrique de l'Est : attribution à IsoluxCorsan – Siemens du contrat portant sur les postes de conversion de la ligne de transmission Éthiopie-Kenya

Le consortium IsoluxCorsan – Siemens vient de remporter le contrat pour les deux postes de conversion (alternatif/continu) de la ligne de transmission Éthiopie – Kenya. Siemens fournira la technologie HDVC (courant continu haute tension) tandis qu'IsoluxCorsan interviendra pour la construction et l'installation des deux postes de conversion. Ce projet de 450 M USD (414 M EUR) est financé par la Banque mondiale et la Banque africaine de développement. La ligne de transmission haute tension de (+ ou -) 500 kV de 1 068 km, permettra de transporter l'électricité entre l'Éthiopie et le Kenya, pour une puissance de transfert maximale de 2 000 MW.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ Afrique de l'Est : 1,5 M EUR donnés par le gouvernement belge à l'ONU pour le camp rwandais de Mahama accueillant des réfugiés burundais

Le gouvernement belge a fait don de 1,5 M EUR au Haut-Commissariat des Nations-Unies pour les réfugiés (HCR) et au Programme alimentaire mondial (PAM) pour le camp de réfugiés burundais de Mahama. Ce camp, situé à l'est du Rwanda, a été construit sur un terrain alloué au HCR par le gouvernement rwandais en avril 2015 afin de faire face à l'afflux de réfugiés burundais. Il accueille 45 000 des 70 300 réfugiés burundais au Rwanda (sur un total de 209 500 réfugiés burundais au Rwanda et dans les pays voisins). Le gouvernement belge a précisé que la reprise totale de l'aide bilatérale au Burundi serait conditionnée au respect des exigences de l'UE.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Tradex, filiale de la SNH camerounaise, lance des activités en Guinée Equatoriale

Déjà présente au Tchad et en Centrafrique, la Société nationale des hydrocarbures camerounaise a récemment annoncé son implantation sur le marché pétrolier équato-guinéen via sa filiale « Tradex ». Après avoir signé un contrat de stockage avec la société *Luba Oil Terminal Equatorial*, Guinea Tradex assurera l'approvisionnement des bâtiments se ravitaillant en produits pétroliers au port de la ville de Luba : Luba Freeport Ltd.

✉ chloe.derrien-cortes@diplomatie.gouv.fr

CONJONCTURE

▼ **Malawi : hausse du taux directeur de 200 pdb à 27 % et baisse de la prévision de croissance**

La Banque centrale a nettement rehaussé son taux directeur de +200 pdb à 27 % afin de réduire le taux d'inflation, en hausse de +20,8 % depuis janvier, soit le niveau le plus élevé au sein de la Comesa (Marché commun de l'Afrique orientale et australe). L'accélération des prix traduit la forte dépréciation du kwacha (-21 % depuis janvier) et la hausse des prix alimentaires, due aux aléas climatiques. La Banque centrale a aussi revu à la baisse la prévision de croissance pour 2015, de 5,4 % à 3,0 %, en raison principalement des difficultés du secteur agricole. Les marges de manœuvre sont d'autant plus minces que les interventions de la Banque centrale sur le marché des changes ont entraîné une forte érosion des réserves, désormais à 642,4 M USD.

✉ gilles.bordes@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mozambique : baisse des prévisions de croissance et accord sur un programme d'aide financière**

Le Mozambique a sollicité un prêt du FMI, au titre de la facilité de crédit de consolidation, d'un montant de 286 M USD, assorti d'un programme de réformes sur 18 mois. Le FMI a estimé que l'activité était restée forte mais que le pays faisait face à un choc externe lié à la baisse des cours des matières premières, au ralentissement de la croissance chez ses partenaires et aux retards dans le développement de l'exploitation du gaz. La prévision de croissance a été revue à la baisse de 7 % à 6,3 % en 2015 et de 8,2 % à 6,5 % en 2016.

✉ gilles.bordes@dgtresor.gouv.fr

▼ **Zambie : forte hausse du taux directeur de +300 pdb à 15,5 %**

Confrontée à la récente envolée des prix, dont la hausse est passée de +7,7 % en g.a en août à 14,35 % en octobre, soit un pic depuis 6 ans, la Banque centrale a rehaussé de +300 pdb son taux directeur à 15,5 %, réaffirmant sa priorité de lutter contre l'inflation, liée avant tout à la chute du kwanza (-49 % à l'égard du dollar US depuis janvier). Cette décision risque d'affecter davantage la demande alors que l'offre, parallèlement, reste pénalisée par la faiblesse des cours du cuivre et les difficultés de production électrique. La Banque centrale a accompagné sa décision d'une levée de la limite de 24,5 % pesant sur les taux de prêt, de manière à assurer un meilleur fonctionnement du marché du crédit.

✉ gilles.bordes@dgtresor.gouv.fr

▼ **Nigéria : léger rebond de la croissance au troisième trimestre 2015**

Après avoir atteint 2,35% au deuxième trimestre 2015, la croissance de l'économie nigériane a connu un léger rebond au troisième trimestre, atteignant 2,84% en g.a. Le secteur pétrolier a connu une croissance de 1,06% tandis que le secteur non-pétrolier a cru de 3,05%, tiré par la production agricole (+3,46%), les services financiers (+6,57%), les télécommunications et le commerce (+4,4%). Le Bureau national de la statistique a également révélé que l'inflation s'était réduite de manière marginale en octobre, atteignant 9,3% en g.a. contre 9,4% en septembre.

✉ victor.berenger@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : vers une nouvelle pénurie de carburants ?

Il s'agit de la pénurie de carburant la plus importante depuis que le président Buhari a pris le pouvoir en mai 2015. Les importateurs sont accusés de ne plus livrer de produits pétroliers en raison d'un différend financier avec le gouvernement, ce qu'il conteste. Le carburant est importé à un prix subventionné dans le cadre d'un régime géré par la Compagnie pétrolière nationale du Nigéria (NNPC). Au début du mois, le gouvernement a approuvé le versement de 2,1 Mds USD aux importateurs et aux distributeurs de produits pétroliers, mais le paiement a été retardé, n'ayant pas encore été approuvé par le Parlement.

✉ victor.berenger@dgtresor.gouv.fr

▼ Ghana : hausse du taux directeur de la Banque centrale à 26 %, son plus haut niveau depuis 12 ans

La Banque centrale du Ghana a relevé son taux directeur de 100 points de base pour atteindre 26%, son niveau le plus élevé depuis 12 ans dans une tentative de contenir la hausse de l'inflation qui devrait atteindre 17% à la fin de l'année, contre 11,5% initialement prévu.

✉ victor.berenger@dgtresor.gouv.fr

▼ Libéria : levée des sanctions économiques des Etats-Unis

Estimant en 2004 que les actes et les proches de l'ancien président libérien Charles Taylor constituaient une menace pour les Etats-Unis, l'administration Bush s'était prononcée en faveur de sanctions économiques à l'encontre du Libéria. L'embargo portait essentiellement sur le commerce du bois, de diamants et un gel des avoirs financiers des proches de l'ancien dirigeant du pays. Barack Obama a levé ces sanctions le 12 novembre 2015 et a souligné la très grande résilience démocratique et économique du pays face à un environnement qui demeure complexe sur le plan sécuritaire, financier et politique en prévision des élections présidentielles de 2017.

✉ thibauld.leger@dgtresor.gouv.fr

▼ Kenya : difficultés de trésorerie du gouvernement

Un important problème de trésorerie du gouvernement kenyan, au début de l'année fiscale 2015/16, a retardé l'allocation des crédits budgétaires à plusieurs entités publiques. Le gouvernement s'est ainsi trouvé dans l'impossibilité de verser aux comtés les sommes nécessaires au fonctionnement des écoles primaires et secondaires. Ces difficultés sont notamment liées à la décision du gouvernement de repousser une émission obligataire suite à une forte augmentation des taux d'intérêt. Pour sortir de cette situation, le gouvernement envisage de recourir à des financements en devises. La gestion de trésorerie de l'État est régulièrement soumise à des tensions et fait l'objet de l'essentiel des réformes structurelles du programme FMI en cours.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Kenya : recettes fiscales inférieures de 8,5% à la cible du 1^{er} trimestre 2015/16

La *Kenya Revenue Authority* (KRA), l'agence en charge de la collecte des impôts, a annoncé que le niveau des recettes fiscales pour le 1^{er} trimestre de l'année 2015-16 était inférieur de 8,5% à la cible fixée par le gouvernement : alors que l'objectif était de 328 Mds KES (2,9 Mds EUR), seuls 300 Mds KES (2,6 Mds EUR) ont été prélevés. La KRA considère que cette contre-performance reflète une situation économique moins favorable que prévue. Le ministère des Finances estime pour sa part que la KRA est insuffisamment efficace. Même si les recettes

sont en hausse de 10,2% par rapport au 1er trimestre 2014/15, l'annonce de ces résultats intervient dans un contexte de tensions de budget et de trésorerie.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Seychelles : révision de croissance du FMI à la hausse, à 4,3% en 2015

Le FMI a révisé à 4,3% le taux de croissance attendu pour les Seychelles en 2015, contre 3,5% prévu initialement. Cette nouvelle estimation est principalement due à la hausse des arrivées de touristes ainsi qu'à l'expansion du crédit au secteur privé. Le FMI a publié cette donnée à l'issue d'une mission dans l'archipel qui s'inscrivait dans le suivi du fonds *Extended Fund Facility* (EFF) qui vise à renforcer la stabilité macro-économique du pays et à soutenir son programme de réformes structurelles. Le FMI estime par ailleurs que l'inflation devrait reculer à 4,4% en 2015 compte-tenu de la baisse des prix du pétrole et des denrées alimentaires à l'échelle mondiale.

✉ jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr

▼ Poursuite de la dépréciation de la livre soudanaise sur le marché parallèle

La livre soudanaise se négociait sur le marché (parallèle) au taux de 11 livres pour un dollar américain le 9 novembre, soit une dépréciation de 9 % en un mois. Cette évolution s'explique par la faiblesse actuelle des productions agricoles, la rareté de l'offre de devises et le déficit de la balance commerciale soudanaise, prévue à 4,8 % du PIB en 2015. En dépit de ces tensions, le gouvernement soudanais maintient inchangé le taux de change officiel de 6,1 livres pour un dollar. Ce taux de change officiel sert principalement aux achats de devises par quelques privilégiés soudanais et pénalise notamment les ambassades et organismes internationaux au Soudan, qui achètent de la monnaie soudanaise à ce taux.

✉ olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr

▼ Cameroun : la croissance s'accélère au 2ème trimestre grâce à une forte progression des activités extractives

Au deuxième trimestre 2015, le PIB est en progression de 2% par rapport au premier trimestre et de 5,7% en glissement annuel. Cette hausse du taux de croissance du PIB s'explique par une dynamique retrouvée dans les secteurs secondaire (+4,8%, contre -2,6% au premier trimestre) et tertiaire (+1,3% contre -1,5% au premier trimestre). Le secteur primaire quant à lui connaît une légère décélération de son rythme de croissance (+0,7% contre 1,5% au premier trimestre). Du point de vue de la demande, la croissance en glissement annuel est portée par la consommation finale (+4,6%) et les exportations (+12,8%), qui contribuent à réduire le déficit commercial de 11,8%.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

▼ Congo : premières indications sur le budget 2016, en hausse de 36% par rapport au budget 2015

Le projet de budget présenté à l'Assemblée nationale le 11 novembre dernier, met l'accent sur la diversification de l'économie, ainsi que sur la poursuite de la construction des infrastructures de base, la municipalisation accélérée de la Bouenza, l'équipement de l'Université de Kintélé ou encore l'élection présidentielle. A ce stade, le projet de budget 2016 s'élève à 3755 Mds FCFA (5,72 Mds EUR), avec comme hypothèse, un taux de croissance du PIB supérieur au égal à 7% et une production pétrolière à 96 M de barils (+7%). Pour mémoire, le dernier budget réajusté 2015 - en forte contraction - s'élevait à 2750 Mds FCFA (4,19 Mds EUR).

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

▼ **Congo : les exportations françaises en hausse de 12,7% sur les 9 premiers mois 2015**

Avec un montant de 514,7 M EUR sur la période janvier-septembre 2015, les exportations françaises ont connu une augmentation de 12,7% par rapport à la période en 2014 (456,7 M EUR). Le Congo reste le 1^{er} client de la France en Afrique centrale, devant le Cameroun (487,4 M EUR/+2,5%). Suivent : le Gabon (402,4 M EUR/ -22,7%), la RDC (208,4 M EUR/+72,7%), le Tchad (104,8 M EUR/+15,2%), la Guinée équatoriale (61,2 M EUR/-14,4%), la RCA (35,7 M EUR/+87,4%) et Sao Tomé (0,5 M EUR/-7,3%).

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

▼ **RDC : Comité de politique monétaire (CPM) du 6 novembre 2015**

Sur la base des données de production à fin juin, la prévision de croissance 2015 est de 8,4% en 2015 contre 9,5% en 2014. Le taux d'inflation à fin 2015 se situerait à 0,7% contre un objectif de 3,5%. Sur le marché des changes, le mois d'octobre a été marqué par la stabilité sur les différents segments avec un cours indicatif à 928,02 CDF/\$ et un cours parallèle à 931,25 CDF/USD. D'un mois à l'autre, la monnaie nationale a connu une dépréciation de 0,3% à l'interbancaire tandis que le marché parallèle a affiché une appréciation de 0,1%. Les réserves de change s'élèvent à 1,5 Mds USD. Le CPM a décidé de maintenir inchangé son dispositif actuel de politique monétaire.

✉ francois.quintin@dgtresor.gouv.fr

ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

▼ Angola : nouvelles restrictions dans l'accès au change

Le secteur bancaire va renforcer les contraintes en matière de cession de devises avec un focus sur les particuliers (investisseurs, touristes et non-résidents). La Banque centrale entend contraindre les établissements bancaires à limiter la distribution de devises au titre officiellement de la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Bien que la mesure soit présentée comme une réponse aux exigences des pays émetteurs des monnaies considérées, cette nouvelle restriction d'accès aux devises participe aussi de la volonté des autorités de mieux défendre le kwanza.

✉ gilles.bordes@dgtresor.gouv.fr

▼ Angola : l'Union européenne reste le principal acteur de l'aide publique au développement

Dans le cadre de son plan indicatif national (PIN) signé en octobre 2015, l'Union européenne a programmé des financements de projets à hauteur de 140 M EUR dans les domaines de l'agriculture durable (60 M EUR), de l'eau et de l'assainissement (60 M EUR), de la formation professionnelle et de l'enseignement supérieur (20 M EUR). S'y ajoutent 210 M EUR au titre de la coopération (11^{ème} FED) dédiés à des projets en cours d'identification. D'ores et déjà, le tourisme, dans toutes ses composantes, a été fléché comme prioritaire par les autorités angolaises.

✉ catherine.dumarche@dgtresor.gouv.fr

▼ Burkina Faso : projet de loi organisant l'institution de lutte contre la corruption

Le Conseil des ministres a transmis au Conseil national de la transition un projet de loi organique examiné le 28 octobre portant attributions, composition, organisation et fonctionnement de l'Autorité supérieure de contrôle de l'Etat et de lutte contre la corruption (ASCE-LC). Ce projet de loi vise à modifier les attributions de l'Autorité supérieure de contrôle de l'Etat (ASCE) créée par la loi du 29 novembre 2007 pour tenir compte des dispositions de la loi 004-2015/CNT du 3 mars 2015 portant prévention et répression de la corruption au Burkina Faso. Il est notamment prévu d'ouvrir cette nouvelle institution au secteur privé et à des représentants de la société civile

✉ jean-jacques.lecat@cms-bfl.com

▼ Burkina Faso : projets de lois sur l'usure et sur l'intérêt légal

Le Conseil des ministres a approuvé deux projets de lois qui transposent les dispositions des lois uniformes établie par l'UMOA sur la définition et la répression de l'usure d'une part, sur le taux d'intérêt légal d'autre part. Outre la répression des opérations de prêt excédant le taux d'intérêt dit usuraire (24% depuis le 1er janvier 2014), la loi portant définition et répression de l'usure impose aux établissements de crédits de mentionner le taux effectif global (TEG) dans toute convention de prêt. Le taux d'intérêt légal est égal à la moyenne des taux maximum de refinancement applicable aux concours octroyés par la BCEAO au cours de l'année précédente.

✉ jean-jacques.lecat@cms-bfl.com

▼ **Éthiopie : annonce d'un renforcement des relations économiques avec l'Inde**

L'Éthiopie et l'Inde ont convenu de renforcer leur coopération ainsi que leurs investissements et échanges commerciaux à l'occasion du sommet Inde-Afrique de fin octobre. Cette annonce a été faite lors de l'Ethio-India Business Forum qui s'est tenu en marge et qui était présidé par le ministre des Affaires étrangères indien. Les autorités indiennes ont notamment souligné les atouts de l'Éthiopie, qui en font une destination privilégiée en termes d'affaires et d'investissements: croissance économique rapide, accès à un large marché et à des opportunités d'exportations, la mise en place de parcs industriels, de grands projets d'infrastructures routières et ferroviaires, et des tarifs d'électricité au plus bas.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ **Kenya : la cybercriminalité coûterait 135 M EUR par an**

Selon le rapport *Kenya Cyber Security Report 2015*, publié fin octobre par Serianu, cabinet de conseil dans la cyber sécurité, en partenariat avec PKF Consulting et USIU-Africa, le piratage informatique coûterait 135 MEUR par an au pays, avec des secteurs public et financier particulièrement affectés (coûts annuels respectifs de 44 MEUR et 35 MEUR). Le rapport souligne l'absence de prise de conscience des organisations kenyanes face au piratage : 70% des commerces seraient vulnérables, une entreprise faisant face à plusieurs milliers d'incidents chaque jour, et seulement 6% des institutions publiques seraient protégées contre les intrusions.

La majorité des attaques proviendrait des États-Unis (20%), de la Chine (19%) et de la Russie (11%).

✉ marie-gabrielle.rosenblieh@businessfrance.fr

PROJETS ET FINANCEMENTS

▼ Nigéria : inauguration du BRT de Lagos

Le gouverneur de l'Etat de Lagos, le roi d'Ikorodu et le directeur de l'agence AFD d'Abuja ont inauguré le 12 novembre, une section de 13,5 km de voie rapide pour bus à Lagos *Bus Rapid Transit*, le long de l'axe routier Mile 12-Ikorodu, dans le quartier populaire d'Ikorodu. Financé par un prêt concessionnel de 100 M USD de l'AFD à l'Etat fédéral du Nigéria, rétrocédé aux mêmes conditions à l'Etat de Lagos, le projet a permis de réhabiliter, d'élargir à 6 voies et d'équiper une voie routière desservant 600 000 habitants et accueillant un corridor de transport sur lequel rouleront 450 bus neufs, exploités par un opérateur privé. Il s'agit du 1^{er} projet financé par l'AFD achevé au Nigéria depuis l'ouverture de l'agence, fin 2008.

✉ delefosseo@afd.fr

▼ Deux lignes de crédit accordées par l'AFD et la BAD à Chase Bank Kenya

L'Agence française de développement (AFD) et la Banque africaine de développement (BAD) ont chacune accordé une ligne de crédit (LC) à Chase Bank Kenya d'un montant respectivement de 10 M EUR et de 50 M USD (46 M EUR). La LC de la BAD porte sur le financement à long terme des PME tandis que celle de l'AFD porte sur des projets d'énergie renouvelables et la mise en place de mesures d'efficacité énergétique. La LC de l'AFD s'intègre dans son programme SUNREF (label finance verte). D'autres banques kényanes pourraient prochainement en bénéficier. En contrepartie de ces ressources à long terme à coût avantageux, les banques s'engagent sur des objectifs de financement convenus préalablement avec les bailleurs de fonds.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Prêt concessionnel de 23 M EUR de la Banque mondiale pour le commerce transfrontalier Rwanda-RDC

Le gouvernement rwandais et la Banque mondiale ont signé un prêt concessionnel de 23 M EUR (19 Mds Rwf) visant à réduire le coût du commerce transfrontalier entre le Rwanda et la RDC. Le projet a pour objet la construction d'infrastructures ciblées (marchés agricoles, points de passage aux frontières) et la réhabilitation de l'aéroport de Kamambe (sud du lac Kivu, au Rwanda). Ce projet s'intègre dans le programme *Great Lakes Trade Facilitation Project* de la Banque mondiale d'un montant total de 72 M EUR (79 M USD). La phase I de ce programme, approuvée en septembre 2015, cible le commerce transfrontalier entre le Rwanda, l'Ouganda et la RDC.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Tanzanie : inauguration du gazoduc Mtwara – Dar Es Salaam

Le président Kikwete a inauguré en octobre 2015 le nouveau gazoduc reliant Mtwara à Dar Es Salaam en présence de l'Ambassadrice de France. Le gaz transporté est produit par l'entreprise française Maurel & Prom (M&P) à Mnazi Bay dans la région de Mtwara. Avant son transport vers Dar es Salaam, le gaz est transformé dans la centrale de traitement de Madimba, gérée par une filiale de l'agence tanzanienne des hydrocarbures. Le gaz produit par M&P alimente déjà plusieurs centrales qui généreraient 145 MW. 4 autres centrales de la région de Dar Es Salaam devraient être connectées au nouveau gazoduc. La substitution du gaz au diesel devrait contribuer au rééquilibrage de la situation financière de Tanesco.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

▼ **Cap Vert : un nouvel outil de soutien aux PME**

En plus du fonds de garantie de 0,48 M USD mis en place en août dernier pour faciliter l'accès des PME au financement bancaire, les autorités cap verdiennes viennent de décider de la création d'un Conseil national pour les PME. Cette structure aura pour mission principale d'accompagner les autorités dans la formulation et dans la mise en œuvre de mesures visant à soutenir les PME, mais aussi à proposer des directives quant à l'amélioration du climat des affaires.

✉ folly.ananou@dgtresor.gouv.fr

▼ **Burkina Faso : APD reçue en 2014 en baisse de 8% par rapport à 2013**

En 2014, l'aide publique au développement en faveur du Burkina Faso a atteint 1,099 Md USD, en diminution de 8% par rapport à 2013. Cette réduction s'explique par le report sur 2015 de certains versements prévus fin 2014, suite aux événements socio-politiques. Les dons ont représenté 60,55% du volume de l'APD reçu.

✉ florent.danion@dgtresor.gouv.fr

SECTEURS D'ACTIVITES

▼ Agriculture et agroalimentaire

▼ Afrique du Sud : domination dans le secteur de la distribution sur le continent africain

Deloitte a publié un rapport sur la distribution en Afrique qui confirme la domination de l'Afrique australe dans ce secteur. 17 des 25 premières entreprises en terme de chiffre d'affaires sont originaires de cette région, notamment d'Afrique du Sud (15). Le sud-africain Shoprite est le premier distributeur en Afrique, suivi par la chaîne sud-africaine Massmart propriété de l'américain Walmart. Le distributeur botswanais Choppies, 12^{ème} du classement, connaît la plus forte croissance (+25% de chiffre d'affaires entre 2012 et 2013). La distribution alimentaire représente 64,8 % des ventes du secteur et est en croissance rapide en raison de l'urbanisation et de l'émergence d'une classe moyenne.

✉ guillaume.furri@dgtresor.gouv.fr

▼ L'Afrique du Sud dispose de 60 jours pour maintenir son éligibilité à l'AGOA en se conformant aux exigences américaines d'accès au marché

Les autorités américaines ont indiqué que les autorités sud-africaines avaient jusqu'au 4 janvier 2016 pour résoudre les questions, non résolues, d'accès au marché sud-africain pour les viandes américaines (volailles, porcs et bœuf), faute de quoi l'Afrique du Sud ne pourrait plus bénéficier pour ses produits agricoles d'un accès préférentiel au marché américain dans le cadre de l'*African Growth and Opportunity Act* (AGOA). En cas de suspension de l'AGOA pour les produits agricoles sud-africains, la filière agrumes qui exporte 57 M USD vers les Etats-Unis, la filière macadamia (43 M USD) et la filière vin (33 M USD) seraient les premières touchées.

✉ guillaume.furri@dgtresor.gouv.fr

▼ Afrique du Sud : le pays devient le sixième exportateur mondial de vins en volume

Ce nouveau classement est en partie dû à la forte demande croissante du marché chinois, soit 11 M de litres en 2014. Le gouvernement sud-africain souhaite accroître les échanges commerciaux avec la Chine : les producteurs de vin s'imposent le respect de normes très spécifiques exigées par le marché chinois comme la traçabilité et la garantie que le vin a été produit de manière éthique. Le vignoble sud-africain est le seul au monde à produire du pinotage, ce qui permet au pays d'afficher sa différence. De manière générale, les exportations sud-africaines de vins ont été multipliées par 10 entre 1994 et 2014, passant de 50 M de litres à 500 M de litres.

✉ camille.tricoire@businessfrance.fr

▼ Nigéria : hausse attendue de la production de cacao

La saison 2015/2016 débute et le Nigéria anticipe une hausse de production de 5,4% par rapport à l'année passée, à 295 000 tonnes grâce aux pluies des mois d'octobre et novembre qui devraient favoriser la formation des cabosses. L'harmattan et la maladie brune avaient causé des dommages importants en 2014/15. Le Nigéria est le 4^{ème} producteur après la Côte d'Ivoire, le Ghana et l'Indonésie, et le cacao est le 1er poste d'exportation hors hydrocarbures. Akinwumi Adesina, précédent ministre de l'Agriculture, et actuel président de la BAfD, fixe

l'objectif à 500 000 tonnes et appelle à une augmentation de la transformation, qui nécessitera des plants plus résistants. L'*International Cocoa Organisation* investira également au Nigéria.

✉ pierre.decoussy@businessfrance.fr

▼ Kenya : le comté de Kiambu prévoit d'investir 1,34 M EUR pour la construction d'une usine de production d'alimentation animale

Cette construction, dont l'étude de faisabilité est en cours, fait partie de la stratégie de redynamisation du secteur agricole du comté ayant pour objectif de tripler la valeur de la production actuelle (laitière, avicole et lapins) pour atteindre 1 Md EUR. La qualité de l'alimentation animale qui sera produite est un facteur important pour améliorer les rendements actuels.

✉ rodrique.msechu@businessfrance.fr

▼ Côte d'Ivoire : la Compagnie Fruitière va produire de la banane « bio »

Au sortir d'une audience avec le Premier ministre ivoirien, le nouveau vice-président Afrique de la Compagnie Fruitière a annoncé l'intention de son groupe de lancer un projet de culture de bananes bio en Côte d'Ivoire. L'investissement est estimé à 10,6 M EUR et devrait être financé par l'Union européenne. Dans le cadre de ce projet, il sera créé 200 ha de plantations villageoises au Nord et au Sud du pays. La Compagnie Fruitière est déjà présente dans le pays, via sa filiale SCB (Société de Culture Bananière) qui exploite 5 200 ha de plantation, pour une production annuelle estimée à 210 000 tonnes.

✉ saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr

▼ Energie et matières premières

▼ Botswana : construction d'une usine de liquéfaction de charbon

L'entreprise botswanaise Coal Petroleum et la holding sud-africaine Kumvest prévoient de construire début 2016 une usine de liquéfaction du charbon à proximité de Francistown (2e ville du pays) pour un coût estimé à 4,2 Mds USD. L'usine devrait produire 20 000 barils/jour d'essence de synthèse à l'horizon 2020 ainsi que des engrais pour les marchés local et régional. Ce projet permettra au Botswana, qui importe l'intégralité de son carburant (1,2 Md de litres par an), de réduire sa dépendance aux importations de produits énergétiques et de générer des recettes d'exportation de 830 M USD par an, ainsi que d'apporter 304 MW supplémentaires au réseau de distribution électrique botswanais.

✉ gregory.sidrac@dgtresor.gouv.fr

▼ Angola : lutte contre le trafic dans le secteur du diamant

Réunis en session plénière à Luanda du 16 au 20 novembre 2015, sous présidence angolaise, les pays membres du *Processus de Kimberley* ont appelé Interpol à les soutenir dans leur combat contre le trafic illégal de diamants et le blanchiment de capitaux. L'Angola s'est également félicité d'avoir, au cours de son mandat, mis fin à l'embargo sur les diamants en Centrafrique, débloqué la question de la vice-présidence, dans une impasse entre l'Australie et les Emirats Arabes Unis, et réintégré le Venezuela dans le processus après six ans d'absence. Luanda devrait accueillir en 2016 la Conférence internationale des mines, *Angola Mining*, organisée dans l'objectif d'attirer de nouveaux investisseurs sur un secteur en développement.

✉ catherine.dumarche@dgtresor.gouv.fr

▼ **Namibie : abandon du projet de centrale à gaz de Kudu**

Le ministre des Finances namibien a décidé d'abandonner jusqu'à nouvel ordre le projet de centrale à gaz de Kudu au sud de la Namibie, jugé trop coûteux (1,2 Md USD) et a encouragé la multiplication des projets d'énergies renouvelables, jugés plus rentables et sans incidence sur les finances publiques en raison de la structuration des financements (pas de garantie du gouvernement). Selon le ministre, une meilleure exploitation du potentiel énergétique de la Namibie, en particulier solaire et éolien, suffirait pour permettre au pays de faire face aux risques de pénurie énergétique dès 2016.

✉ gregory.sidrac@dgtresor.gouv.fr

▼ **Le Fonds d'investissement pour le climat continue à investir dans les énergies renouvelables en Afrique subsaharienne**

Le Fonds d'investissement pour le climat, via son programme de 796 M USD pour l'accroissement des énergies renouvelables dans les pays à faible revenu (le SREP), a annoncé son intention de financer le développement des énergies renouvelable à hauteur de 50 M USD millions au Rwanda et de 50 M USD en Ouganda. En Ouganda ces fonds seront dédiés à l'exploration géothermique, au développement du « *net metering* » photovoltaïque, à la construction de mini-réseaux et au secteur éolien. Au Rwanda, les fonds aideront au développement de projets de production d'électricité non connectés au réseau national.

✉ barthelemy.littot@gide.com

▼ **Nigéria : le ministre des Mines souhaite mettre fin à l'exploitation minière illégale**

Nommé depuis une semaine, Kayode Fayemi, ancien gouverneur de l'Etat d'Ekiti, spécialiste des relations internationales et titulaire d'un doctorat du Kings College de Londres, a promis de démanteler les structures illégales qui pillent les principales exploitations minières du pays. Le ministre précise que ce secteur ne contribue aujourd'hui qu'à 0,06% du PIB nigérian mais que le gouvernement Buhari souhaite d'ici 2019 élever cette part entre 5 et 10%. Le secteur pourra bénéficier du soutien de la *Nigerian Export-Import Bank* (NEXIM Bank) qui a financé à hauteur de 34 M EUR l'industrie minière, permettant ainsi la création de plus de 4300 emplois directs.

✉ thibauld.leger@dgtresor.gouv.fr

▼ **Guinée Equatoriale : le ministre des Mines, de l'industrie et de l'énergie prend ses distances avec les pétroliers américains**

Le ministre des Mines, Gabriel Mbega Obiang Lima, a exprimé son mécontentement face aux diminutions d'investissements des sociétés pétrolières américaines opérant depuis de nombreuses années dans le pays, telles qu'Exxon Mobil, Hess ou Noble Energy. Il a annoncé ne pas souhaiter renouveler le contrat d'Exxon Mobil sur le champ historique Zafiro. Il souhaite par conséquent diversifier les investisseurs lors de l'appel d'offres pour l'exploration des blocs encore disponibles pour 2016, pour lesquels des sociétés montrent déjà leur intérêt (Shoreline, junior nigériane, souhaiterait remporter le bloc EG-19 au Nord-Ouest de la région continentale du pays).

✉ chloe.derrien-cortes@diplomatie.gouv.fr

▼ **RDC : acquisition de *Mining Company Katanga* (MCK) par Necotrans**

Le groupe français Necotrans, a annoncé le 9 novembre 2015, l'acquisition de MCK par sa filiale en RDC. MCK est une entreprise fondée en 1997, avec environ 1900 collaborateurs et une flotte de 500 engins et camions, MCK est leader dans son secteur (préparation,

découverte et entretien des mines, extraction et transport du minerai) et intervient auprès de plus grandes compagnies minières installées dans la province du Katanga. Présent dans 31 pays en Afrique, avec plus de 4000 collaborateurs et 126 implantations, Necotrans est actif dans la logistique portuaire et terrestre. Ce rachat de MCK lui permettra de se développer rapidement dans la logistique minière.

✉ francois.quintin@dgtresor.gouv.fr

▼ RDC : 2^{ème} édition du Forum sur le développement des énergies renouvelables

Du 13 au 14 novembre 2015, Kinshasa a abrité la 2^{ème} édition du forum sur le développement des énergies renouvelables sous le thème : « Eclairer la RDC, moderniser les services énergétiques ». Ce forum, piloté par le ministère de l'Energie et des ressources hydrauliques avec l'appui du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et la Banque africaine de développement (BAfD), avait pour objectif la mobilisation des partenaires techniques et financiers autour de l'agenda national de l'accès pour tous à une énergie durable à l'horizon 2030 et la transformation de la RDC en une puissance énergétique.

✉ francois.quintin@dgtresor.gouv.fr

▼ Industries

▼ Afrique du Sud : point sur la mise en œuvre de l'usine de trains d'Alstom

Dans le cadre de son contrat de fourniture de 600 trains signé en octobre 2013 avec l'agence sud-africaine PRASA pour 3,6 Mds EUR, Alstom vient de livrer le premier des 20 premiers trains construits au Brésil alors que les 580 autres seront assemblés dans la banlieue proche de Johannesburg par Gibela, un consortium dans lequel l'entreprise française est actionnaire majoritaire (60%). Toutefois, en raison du retard dans la construction de la nouvelle usine, les prochaines livraisons d'Alstom pourraient être retardées. La compagnie sud-africaine Grindrod Rail Consulting et l'entreprise portugaise de BTP Mota-Engil sont chargées de construire la piste d'essais dont la livraison est prévue pour janvier 2016.

✉ gregory.sidrac@dgtresor.gouv.fr

▼ 5 M USD d'amende pour Guinness Nigeria

Accusé par la *National Agency for Food and Drug Administration and Control* (NAFDAC) d'avoir utilisé des matières premières périmées sur différentes lignes de production, Guinness Nigeria a reçu de l'organisation de contrôle et de régulation nigériane une amende de 5 M USD (1 Md NGN). Guinness Nigeria dément formellement ces accusations et souhaite entamer une négociation amicale avec la NAFADC. La société, cotée au *Nigerian Stock Exchange*, opère depuis 60 ans au Nigéria et est le principal concurrent de Nigerian Breweries qui détient 70% du marché des boissons alcoolisées.

✉ thibauld.leger@dgtresor.gouv.fr

▼ Kenya : IFC investit 4,5 M USD pour l'ouverture de 25 parapharmacies

IFC (Groupe Banque mondiale) va financer, à hauteur de 4,5 M USD, la stratégie d'expansion de Goodlife, une chaîne kenyane de parapharmacies. Cette dernière va ouvrir 5 nouveaux points de vente d'ici fin 2015 et 20 autres en 2016 pour atteindre 40 magasins au total au

Kenya. Elle pourrait ensuite s'intéresser aux autres marchés est-africains. Ses parapharmacies reposent sur le modèle de la chaîne anglaise Boots.

✉ rodrique.msechu@businessfrance.fr

▼ **Ethiopie : 7 Mds USD d'investissements d'ici 2020 pour se classer parmi les 10 premiers exportateurs mondiaux de sucre**

L'industrie éthiopienne du sucre, qui a déjà connu un financement de 3 Mds USD depuis 2010, attend des investissements supplémentaires de 7 Mds USD d'ici 2020. D'après le cabinet britannique *BMI Research*, l'Ethiopie devrait produire entre 750 000 et 950 000 tonnes de sucre raffiné d'ici 5 ans et le gouvernement ambitionne de se classer parmi les 10 premiers exportateurs mondiaux. La modernisation de 3 unités de production et l'entrée en activité de 2 autres usines devraient permettre au pays de commencer à exporter prochainement une partie de la production locale. 10 nouvelles usines devraient également compléter le parc sucrier national par la suite.

✉ magali.pialat@dgtresor.gouv.fr

▼ **Services**

▼ **Angola : le pays rejoint le groupe UN-Habitat**

L'Angola devrait rejoindre, le 1^{er} janvier 2016, le groupe restreint des membres du Conseil de gouvernance du programme des Nations Unies sur l'habitat, et ce, pour un mandat de 4 ans. Le gouvernement angolais voit dans cette élection une reconnaissance de ses efforts en faveur de l'urbanisation, notamment pour ses projets de requalification urbaine et de création de nouvelles urbanités mais reconnaît qu'elle représente un énorme défi dans la recherche de solutions efficaces en lien avec les autres pays de la zone australe. L'Angola n'exclut pas d'ouvrir, à cet effet, une agence UN-Habitat.

✉ catherine.dumarche@dgtresor.gouv.fr

▼ **Vers une démutualisation du Nigerian Stock Exchange**

Organisation sans but lucratif jusqu'à présent, la Bourse de Lagos va être transformée en société anonyme, elle-même cotée au NSE. Ce processus appelé « démutualisation » sera menée par Rand Merchant Bank (RMD) et Chapel Hill Denham (CHD), deux banques d'investissement respectivement sud-africaine et nigériane. Cette évolution est déjà effective dans la plupart des pays de l'OCDE et dans de nombreux pays émergents. Il conviendra d'être attentif aux règles encadrant cette démutualisation, ce processus ayant entraîné dans d'autres pays un renforcement des contrôles et de l'introduction de mesures destinées à faire correspondre les incitations et à gérer les inévitables conflits d'intérêts liés à l'auto-cotation.

✉ victor.berenger@dgtresor.gouv.fr

▼ **MTN Nigeria repousse le règlement de son amende de 5,2 Mds USD**

La branche nigériane du groupe sud-africain MTN, qui s'est vue infligée par le gouvernement fédéral une amende de 5,2 Mds USD en raison de cartes SIM dont les propriétaires n'étaient pas identifiés, devait initialement s'en acquitter avant le 16 novembre. Suite à des négociations, les autorités ont accepté le report de cette amende sans toutefois infliger de pénalités supplémentaires. A ce jour, aucune date n'a été évoquée, les négociations étant toujours en cours. Ce bouleversement majeur au sein du groupe MTN a entre autres, conduit à la

démission du PDG du groupe ainsi qu'à la baisse de 24% de sa valeur boursière sur un mois. En 2014, le Nigéria représentait 37% des revenus du groupe MTN à hauteur de 4,65 Mds USD.

✉ thibauld.leger@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : Diamond Bank renforce son dispositif d'accompagnement des PME nigérianes

A l'occasion du 62^{ème} *Diamond Express Business Seminar*, la responsable PME de la Diamond Bank s'est exprimée sur l'importance de l'entrepreneuriat pour l'économie nigériane et sur les actions concrètes de la banque en faveur des PME. Depuis 2011, Diamond Bank a accompagné plus de 16 000 PME via des emprunts facilités et des solutions d'accompagnement personnalisé. Cette dynamique sera maintenue dans les prochaines années. En 2014, Diamond Bank a réalisé un chiffre d'affaires de 984 M EUR (+15% par rapport à 2013) et employait plus de 4500 personnes au Nigéria.

✉ thibauld.leger@dgtresor.gouv.fr

▼ Sierra Leone : volonté affirmée de relancer le secteur touristique

Déclarée « Ebola-free » depuis le 7 novembre dernier, la Sierra Leone se tourne aujourd'hui vers la reconstruction de son économie locale et envisage le tourisme comme l'un des secteurs clés à privilégier. Depuis le début du mois de novembre, le ministère des Affaires étrangères britannique ne déconseille plus à ses ressortissants de se rendre en Sierra Leone. D'après le *World Travel & Tourisme Council*, en 2014, le secteur touristique a contribué à hauteur de 3,6% du PIB et employait 49 500 personnes directement ou indirectement. Une grande campagne de communication est actuellement en cours sur les possibilités de voyages touristiques et d'affaires que peut offrir le pays.

✉ thibauld.leger@dgtresor.gouv.fr

▼ Kenya : face à une communauté Tech grandissante, les incubateurs se développent

En raison du succès important qu'il rencontre, l'incubateur kenyan, Nairobi Garage/88 mph vient d'annoncer l'ouverture d'un second espace pour les start-ups de la capitale kenyane, qui pourra accueillir 70 entreprises. L'incubateur iHub a, quant à lui, mis en place au 2nd semestre 2015, Gearbox, un espace destiné aux start-ups de l'équipement, comme les créateurs de la BRCK, sorte de modem / équipement réseau pour les zones rurales. Ces lieux sont privilégiés par les communautés Tech du pays, qu'ils soient kenyans ou étrangers, pour se retrouver, échanger, et faire avancer leurs projets.

✉ marie-gabrielle.rosenblieh@businessfrance.fr

▼ Tchad: adhésion à l'Afreximbank

Le Tchad a annoncé son adhésion à l'accord portant création de la Banque africaine d'import-export (Afreximbank), devenant ainsi le 38ème Etat africain à rejoindre cette institution panafricaine de financement du commerce. Le directeur de la banque a appelé le Tchad à conclure la procédure de ratification au plus vite et à acquérir des actions au sein d'Afreximbank pour permettre à la Banque de commencer à opérer au Tchad.

✉ sys@afd.fr

▼ Côte d'Ivoire : la SGBCI désignée meilleure banque ivoirienne

La Société générale de banque en Côte d'Ivoire (SGBCI), filiale ivoirienne du groupe Société Générale, a été désignée meilleure banque du pays pour l'année 2015 par le magazine *International global finance*. Cette récompense est établie sur des critères de bonne gouvernance, de maîtrise des risques et de qualité de service. La SGBCI est le leader historique du marché bancaire ivoirien, avec une part de marché de 15% et un total bilan de 1,6 Md EUR en 2014.

✉ saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : l'ouverture prochaine de Carrefour entraine l'arrivée de marques internationales et la valorisation de fournisseurs locaux

L'ouverture prochaine de Carrefour à Abidjan va offrir aux consommateurs des enseignes inédites et permettre aux fournisseurs ivoiriens une montée en gamme. La galerie marchande sera composée à 1/3 de marques internationales (dont celles du « club CFAO ») sur la cinquantaine de boutiques. Servair a obtenu la franchise Burger King en Afrique de l'Ouest et ouvrira son premier restaurant au sein du centre commercial. Carrefour a souhaité travailler en amont sur l'insertion dans la chaîne de valeur en Côte d'Ivoire, notamment alimentaire. Le groupe travaille avec 170 producteurs et fournisseurs locaux qui ont dû se mettre à niveau pour adopter son mode opérationnel.

✉ saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr

▼ Sénégal : lancement de l'appel à candidatures pour l'attribution de la licence 4G

Le Sénégal vient de procéder au lancement d'un appel d'offres national pour l'attribution de la licence 4G. Cet appel d'offres intervient un peu plus d'un an après la phase test. Les offres d'exploitation du réseau proposées par les trois acteurs du marché, Sonatel (Orange), Tigo (Millicom) et Expresso (Expresso Telecom), ont été jugées insuffisantes par les autorités. Aucun prix minimum n'ayant été fixé pour l'attribution d'une licence, les autorités espèrent obtenir des offres qui permettraient d'accélérer les investissements dans le secteur.

✉ foly.ananou@dgtresor.gouv.fr

ENTREPRISES

▼ Éthiopie : appel d'offres d'Ethio Telecom pour la modernisation de ses infrastructures

La société publique Ethio Telecom, l'opérateur unique de télécommunications, va lancer un appel d'offres pour moderniser ses infrastructures. Le projet, dont le coût n'est pas connu, vise à l'amélioration des logiciels utilisés et pourrait inclure l'introduction de la technologie 5G. L'objectif est d'accroître la couverture en téléphonie mobile et passer de 50 à 113 millions d'abonnés d'ici 2020. Ethio Telecom vient de recevoir le prix *International Europe Award for Quality* à Paris, en reconnaissance de son engagement pour l'excellence en management. Néanmoins, malgré les travaux d'expansion du réseau et d'amélioration des infrastructures récemment entrepris, le réseau reste lent et l'instable.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ Orange et Helios Investment Partner finalisent l'accord de reprise de Telkom Kenya

Orange a annoncé, le 10 novembre 2015, la signature d'un accord de rachat de sa participation de 70% dans l'opérateur historique Telkom Kenya avec l'entreprise Helios Investment Partners. Helios est un fonds d'investissement d'origine nigériane, basé à Londres, et qui opère exclusivement sur le continent africain. Fondé en 2004, il gère aujourd'hui un portefeuille de plus de 3 Mds USD. Ses secteurs de prédilection sont l'Oil & Gas et les télécommunications. Aucune information n'a pour l'instant été communiquée sur les détails financiers de l'accord de rachat.

✉ marie-gabrielle.rosenblieh@businessfrance.fr

▼ Madagascar : arrivée de Turkish Airlines et libéralisation du trafic aérien

Turkish Airlines devrait inaugurer le mois prochain la liaison Istanbul-Maurice-Madagascar au rythme de trois vols hebdomadaires. Huit compagnies assurent actuellement le trafic aérien international : Air Madagascar, Air France, Corsair, Air Austral, Air Mauritius/Ewa Air, Air Seychelles, Kenya Airways et South African Airlink. Des compagnies du Golfe ont également fait part de leur intérêt pour des liaisons vers Madagascar. Quant aux liaisons domestiques, et selon le Code de l'aviation civile promulgué en 2004, seules les entreprises de droit malgache peuvent les assurer. La libéralisation du trafic aérien vise l'objectif d'un million de touristes d'ici 2020, sachant que celui de 300 000 pour 2014 n'a pas été atteint.

✉ hubert.colaris@dgtresor.gouv.fr

▼ Bénéfice record pour le groupe bancaire *Mauritius Commercial Bank*

Mauritius Commercial Bank (MCB), 1er groupe bancaire mauricien, a publié un bénéfice record de 142 M EUR pour l'exercice clôturé au 30 juin 2016, avec un résultat en hausse de 31%. Au cours des dernières années, la MBC a poursuivi avec succès sa politique de diversification et son développement en dehors de Maurice. La MCB réalise aujourd'hui 55% de son chiffre d'affaires à l'international. Le groupe bancaire représente la plus importante capitalisation de la Bourse de Maurice (SEM), soit environ 1,2 Md EUR.

✉ jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Le groupe hôtelier réunionnais Apavou, de retour à Maurice**

Le groupe réunionnais Apavou, qui avait été contraint de se séparer de son activité hôtelière à Maurice à la suite de déboires financiers en 2013, revient sur l'île avec un projet immobilier de 12 M EUR : *Plaisance Family Shopping Village*. Ce village commercial, qui doit être implanté à Rose Belle (sud de l'île, à proximité de l'aéroport), devrait comprendre 5 000 m² pour un parc de loisirs, 3 000 m² pour la grande distribution, une centaine de boutiques, une vingtaine de restaurants. Le secteur du tourisme a généré 1,12 Md EUR de recettes en 2014, soit environ 7,3% du PIB du pays. Maurice compte 115 établissements hôteliers, dont plus de 75% classés dans la catégorie luxe.

✉ jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Implantation du leader mondial de la réalité virtuelle à Maurice**

Le groupe américain Eon Reality Inc., leader mondial américain de la réalité virtuelle et des logiciels ludo-éducatifs, a choisi Maurice pour en faire son hub en Afrique. Dans le cadre d'une joint-venture, dont Mauritius Telecom (MT) détient 25% (le groupe Orange y est donc associé indirectement via sa participation de 40% dans MT), Eon Reality Inc. va s'implanter à Ebène. En parallèle, un accord en discussion avec l'Université de Maurice devrait permettre à cette dernière de délivrer un diplôme d'études supérieures en réalité augmentée. Cette initiative devrait favoriser le développement du secteur des TIC à Maurice.

✉ jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Togo : implantation de la société chinoise semi-publique CGCOC**

La société semi-publique chinoise CGCOC a récemment ouvert un bureau de représentation à Lomé. Le groupe est actif dans le secteur de l'adduction et du traitement des eaux, des travaux publics, de la logistique et de l'agriculture. Il a comme actionnaire la compagnie pétrolière Sinopec et est déjà présent dans de nombreux pays africains dont le Cameroun, l'Éthiopie, le Nigeria, le Mali, l'Égypte, le Tchad.

✉ florent.danion@dgtresor.gouv.fr

CARNET ET AGENDA

▼ Congo : cycle de formation de l'administration congolaise par HEC

Le 30 octobre, 450 dirigeants de l'administration congolaise étaient réunis à Brazzaville sous l'égide de Gilbert MOKOKI, ministre de la Fonction publique, pour recevoir le certificat du programme Libosso. Cette formation d'une durée de trois ans assurée par HEC Paris et élaborée avec le concours des autorités congolaises fait partie du programme *Accompagnement Gouvernemental des Réformes en Afrique* (AGORA) que le Groupe HEC a déjà mis en œuvre en Côte d'Ivoire et au Togo. L'objectif est d'introduire au sein des administrations la culture du management et de la performance. Le Congo souhaite renforcer le dialogue public/privé et améliorer ses services publics avec cette initiative.

✉ ricci@hec-crc.fr

▼ LAB - Land of African Business, le side event de la COP21 pour porter les voix africaines

Pendant la COP21, Les Ateliers de la terre, en partenariat avec AfricaFrance, sous le haut patronage d'Emmanuel Macron, initieront un *Africa Off Event*. Chaque jour, du 2 au 11 décembre, l'Hôtel de l'Industrie sera dédié à l'innovation africaine, dans les domaines associatifs, académiques, politiques, économiques, et environnementaux. Plus particulièrement, de 18h à 18h30, AfricaFrance donnera la parole à une personnalité africaine de renom, « grand témoin » de son époque, portant un regard différencié sur le continent. Inscriptions: <https://www.weezevent.com/land-of-african-business-africafrance>.

✉ juliesophie.dorr@africafrance.org

▼ AKAA FAIR, la première foire d'art africain contemporain de Paris

AKAA – *Also Known As Africa*, première édition en France d'une foire annuelle internationale d'art contemporain et de design à Paris centrée sur l'Afrique, sera organisée du 3 au 6 décembre 2015, au Carreau du Temple à Paris, en partenariat avec AfricaFrance. AKAA célèbrera l'énergie créative de l'Afrique et représentera la richesse et la diversité de l'art contemporain et du design sur le continent. AfricaFrance s'associe à cette foire pour mettre à l'honneur le marché de l'art africain, les artistes vivant et travaillant dans toute l'Afrique, les artistes issus des diasporas ou encore ceux qui traduisent dans leur travail leur relation avec l'Afrique.

Informations pratiques: <http://www.akaafair.com/>

✉ juliesophie.dorr@africafrance.org

▼ Nigéria : le Gouverneur du Delta appelle à la diversification économique de son Etat

S'exprimant à l'occasion de la foire internationale de Lagos, événement durant lequel l'Etat du Delta possédait son propre pavillon mettant en avant ses productions locales, le gouverneur du Delta, Ifeanyi Okowa, a indiqué vouloir diversifier l'économie de son économie reposant actuellement majoritairement sur l'industrie pétrolière. Okowa souhaite promouvoir les exportations non-pétrolières de son Etat et instaurer des dispositifs fiscaux favorables aux investisseurs internationaux essentiellement dans le secteur agroalimentaire. Fin 2016, se tiendra à Warri, la Delta Trade Expo qui permettra de renforcer la position de l'Etat sur la diversification économique via plusieurs séminaires et rencontres B2B.

✉ thibauld.leger@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ethiopie : 16 & 17 décembre 2015 - mission d'entreprises françaises, en marge de la visite officielle de Matthias Fekl, secrétaire d'Etat chargé du commerce extérieur**

Business France réunira les 16 & 17 décembre 2015 une délégation d'entreprises françaises en marge de la visite de Matthias FEKL, Secrétaire d'Etat chargé du commerce extérieur, de la promotion du tourisme et des Français de l'étranger. Une mission de prospection du marché éthiopien sera organisée à Addis-Abeba, pour communiquer sur l'apport des technologies et accélérer ou développer les courants d'affaires. Inscriptions ouvertes jusqu'au 20 novembre 2015 : <http://events-export.businessfrance.fr/ethiopie2015/>

✉ magali.pialat@dgtresor.gouv.fr

Les analyses et commentaires développés dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent pas une position officielle du MAEDI ni des ministères économiques et financiers. La lettre d'information économique est réalisée conjointement par la **DIRECTION AFRIQUE ET OCEAN INDIEN** du ministère des Affaires étrangères et du Développement international et par la **DIRECTION GENERALE DU TRESOR** du ministère des Finances et des Comptes publics et du ministère de l'Economie, de l'Industrie et du Numérique.

Contacts

sandrine.lafaye@diplomatie.gouv.fr
anne.cussac@diplomatie.gouv.fr
tresor-communication@dgtresor.gouv.fr

Directeur de la Publication

Marc Bouteiller

Rédacteurs en Chef

Samuel Goldstein (DG Trésor) et Marc Bouteiller (DAOI)

Remerciements à :

l'AFD, Business France, CCI France International, CCI Paris-Ile de France, CMS Bureau Francis Lefebvre, Conseil français des investisseurs en Afrique, Conseillers du commerce extérieur de la France, Conférence permanente des Chambres de commerce africaines, Expertise France, Gide, Maison de l'Afrique et MEDEF International pour leur contribution à la réalisation et la diffusion d'Objectif Afrique.

Contributions :

Vous souhaitez contribuer à Objectif Afrique ?

Pour une contribution en provenance de France, envoyez votre article à :
objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr

Pour une contribution en provenance d'Afrique, envoyez votre article au chef du service économique de l'ambassade du pays concerné (prenom.nom@dgtresor.gouv.fr; liste des services économiques par pays : <http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays>)

AVEC LE CONCOURS DE :



C'M/S/ Bureau Francis Lefebvre

